

# L'indignation bouscule les élections au Guatemala

Le mouvement de protestation contre la corruption avait poussé à la démission le président Otto Pérez

CIUDAD DE GUATEMALA -  
envoyé spécial

Le comédien Jimmy Morales (Front de convergence nationale, droite), novice en politique, est arrivé en tête au premier tour de l'élection présidentielle, dimanche 6 septembre, au Guatemala, avec 26,5 % des voix, selon les résultats préliminaires portant sur 71 % des suffrages. Un second tour devrait l'opposer le 25 octobre à Manuel Baldizon (Lider, droite) ou à l'ancienne première dame Sandra Torres, qui se disputaient la deuxième place.

Nombre de Guatémaltèques, surtout parmi les jeunes, s'interrogeaient sur l'avenir du « printemps guatémaltèque » après ces élections organisées sans réformer le système politique corrompu en place depuis trois décennies. Le mouvement de protestation pacifique contre la corruption lancé en avril a obtenu une victoire inédite dans ce pays longtemps paralysé par la peur après la guerre civile, qui a fait plus de 200 000 morts entre 1960 et 1996, pour la plupart des indigènes massacrés par l'armée.

## « Vote stratégique »

Avec la procureure Thelma Aldana et l'appui de la Commission internationale contre l'impunité au Guatemala (Cicig), une instance créée par les Nations unies, les jeunes indignés ont obtenu, le 3 septembre, la démission puis l'incarcération du président,

**Jimmy Morales est un comique et ancienne vedette du petit écran qui s'est lancé dans la course il y a trois mois**

le général Otto Pérez Molina, accusé de corruption dans un vaste scandale de fraude douanière. « J'aurais pu fuir le pays, mais j'ai décidé de faire face », a-t-il dit.

L'ambiance n'était pas à la fête dimanche dans les bureaux de vote, où les électeurs semblaient moins nombreux que lors de consultations antérieures. « J'ai voté pour un candidat minoritaire, parce que si un des trois [en tête des sondages] l'emporte, rien ne changera », confiait Anabella Orellana, 48 ans, à la sortie d'un bureau de vote de la Colonia Alameda, un des quartiers meurtris par la violence des gangs. Dans le quartier huppé de la Zona 10, Luis Alberto Gil, un jeune vendeur de voitures, justifiait son vote en faveur de Jimmy Morales, un comique et ancienne vedette du petit écran qui s'est lancé dans la course à la présidence il y a tout juste trois mois. « C'est un vote stratégique contre Baldizon et Sandra Torres, qui représentent le passé », se justifiait-il.

« Jimmy n'a pas de programme, il a présenté un plan qui tient en six



Le comédien Jimmy Morales, arrivé en tête du premier tour, dimanche 6 septembre à Ciudad de Guatemala. JORGE DAN LOPEZ/REUTERS

pages avec quelques vagues idées sur la santé, l'éducation, l'emploi et la « sécurité intégrale », s'inquiétait un diplomate. Pour attirer les voix des jeunes contestataires, il a promis la « tolérance zéro contre la corruption ». Mais derrière sa candidature se cache l'Association des vétérans militaires du Guatemala (Avemilgua), à laquelle appartiennent des officiers d'extrême droite responsables de massacres pendant la guerre civile. Selon le site Internet Nomada, le colonel Edgar Ovalle Maldonado, membre de cette association, est le cerveau de sa campagne.

Surnommé le « Berlusconi du Péten », plaque tournante des trafics de drogue, d'armes et de mi-

grants à la frontière avec le Mexique, Manuel Baldizon semble, lui, disposer de moyens financiers inépuisables. Son candidat à la vice-présidence, ancien gouverneur de la banque centrale, est accusé de blanchiment d'argent. Après que son parti Lider eut été sanctionné par le tribunal électoral pour avoir dépassé le plafond autorisé de dépenses, il a poursuivi sa campagne par l'intermédiaire d'un autre parti. Partisan du rétablissement de la peine de mort, il a repris un projet de loi du Cacif, le patronat local, qui accorderait des exemptions d'impôts de cinquante ans aux investisseurs et réduirait le salaire minimum de 2 400 à 1 500 quetzales

(de 280 à 174 euros).

Sandra Torres, enfin, s'était fait connaître lors de la présidence de son époux Alvaro Colom (2008-2012), lorsqu'elle dirigeait les programmes sociaux teintés de clientélisme. « La démission du président et de la vice-présidente a servi de soupape d'échappement, mais rien n'a été fait au niveau du Parlement », regrette Helen Mack, figure emblématique de la lutte contre l'impunité. Les réformes de la loi électorale, des partis politiques, de la justice et des contrats publics sont entre les mains des parlementaires.

Le mouvement citoyen, sans chef ni porte-parole, s'est divisé face aux élections. Vendredi, de-

vant le tribunal électoral, plusieurs centaines d'indigènes scandaient : « Dans ces conditions, nous ne voulons pas d'élections. » « Il faut d'abord réunir une Assemblée nationale constituante pour réformer le système », expliquait Daniel Pascual, de l'Assemblée sociale et populaire. Le lendemain, des manifestants vêtus de noir ont symboliquement enterré les élections et les partis corrompus lors d'une marche au centre de la capitale. D'autres militants se sont au contraire prononcés sur les réseaux sociaux en faveur du vote pour apporter un sang neuf au Congrès et faire avancer les réformes. ■

JEAN-MICHEL CAROIT

## Contagion en Amérique centrale

Le mouvement de contestation pourrait faire tache d'huile dans les pays voisins d'Amérique centrale confrontés aux mêmes problèmes de corruption, de violence, de mauvaise gouvernance et de pauvreté. « Nous sommes en contact permanent avec les mouvements d'« indignés » au Salvador et au Honduras », assure Alvaro Montenegro, étudiant et journaliste free lance de 27 ans. « Nous envisageons une journée de protestation commune le 15 septembre, fête de l'indépendance de l'Amérique centrale », ajoute le militant, qui rêve de diffuser massivement l'essai de Stéphane Hessel *Indignez-vous !*